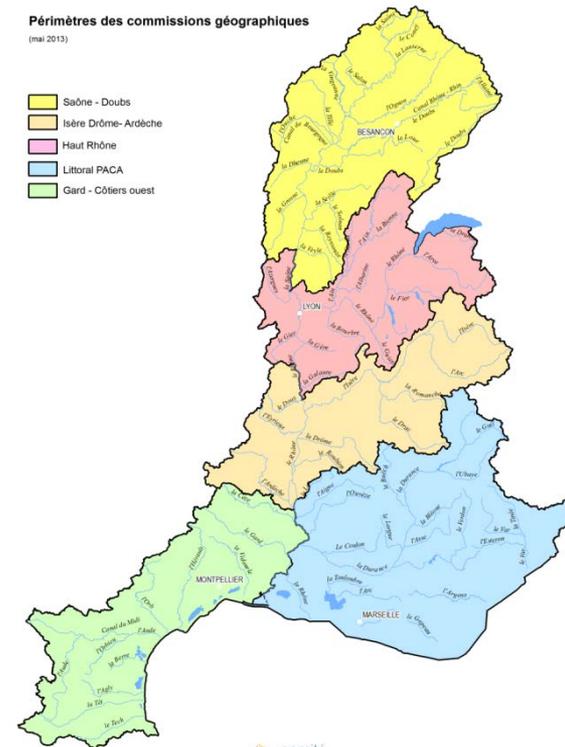


# Bassin Rhône Méditerranée

## Commission géographique Gard Côtiers Ouest

---

MONTPELLIER,  
le 11 octobre 2016



# Ouverture

**Geneviève BLANC**

**Présidente de la Commission Géographique**

**Conseillère Départementale**

**Département du GARD**

# Information BIODIVERSITE

**Laurent ROY**

**Directeur Général**

**Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse**



**SAUVONS  
L'EAU!**

## Nouvelle loi & Initiative BIODIVERSITÉ



## Commission géographique

## La loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages

- ❑ **Adoptée le 20 juillet 2016 par l'assemblée nationale** (loi n°2016-1087 du 8 août 2016)
- ❑ **Plusieurs dispositions pour la politique de l'eau et des milieux aquatiques**



- ✓ **La création de l'agence française pour la biodiversité (AFB)**

Intégration des missions et moyens de l'ONEMA, de l'agence des aires marines protégées, de Parcs nationaux de France et de l'ATEN.

- ✓ **L'extension du champ de compétence des agences de l'eau**

- aux actions sur le milieu marin ou la biodiversité.
- à la connaissance, à la protection et à la préservation de la biodiversité terrestre et marine dans le cadre des stratégies nationales et régionales pour la biodiversité

## Initiative biodiversité



Pour accompagner la mise en œuvre opérationnelle de la loi pour la reconquête de la biodiversité, **lancement d'une initiative en faveur de la biodiversité par l'agence de l'eau.**



- Des travaux ou études sur la reconquête de la biodiversité des milieux aquatiques (zones humides, cours d'eau, mer et littoral...)
- Une prise en compte de la biodiversité terrestre ouverte aux milieux secs imbriqués dans des mosaïques d'habitats humides ou utiles à la ressource en eau
- Un lien fort avec les trames vertes et bleues

**Bénéficiaires :** collectivités, conservatoires, associations,...

**Deux sessions :** 30 novembre 2016 et 15 mai 2017.

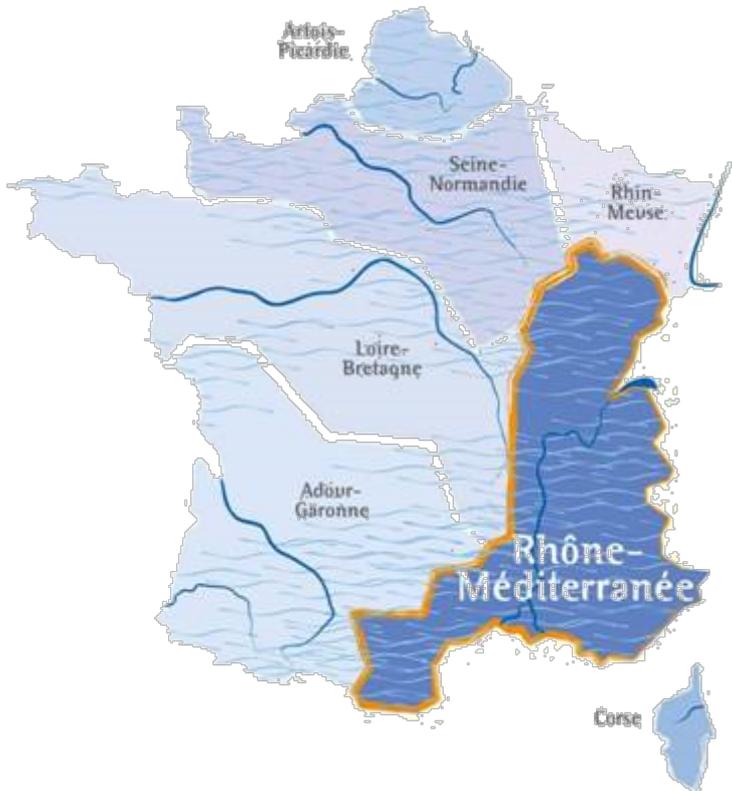
Une enveloppe de 8 M€ et un taux jusqu'à 80 %

# **Enjeux de la gestion durable des services d'eau et d'assainissement et mise en perspective avec la loi NOTRe**

**Yves PICOCHÉ**

**Directeur des interventions et actions de bassin  
Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse**

# Bassin Rhône Méditerranée



**Loi NOTRe :**  
Conséquences pour  
les services d'eau et  
d'assainissement.  
Une gestion durable  
à portée de main

## Loi NOTRe : Pour les SPEA deux ambitions fortes

### ① Diminuer le nombre de services d'eau et d'assainissement :

- Clarifier la gouvernance de l'eau ;
- Contexte du bassin : **environ 10 000 SPEA.**

### ② Améliorer la gestion financière et techniques des services :

- Des services de tailles suffisantes pour une gestion pérenne ;
- Contexte du bassin : **86 % des SPEA de taille inférieure à 3000 habitants.**

# Diminuer le nombre de SPEA pour clarifier la gouvernance

## État des lieux : une gestion morcelée :

- Aujourd'hui environ **48 % des services sont à l'échelle communale**
- Des syndicats nombreux : environ **800** sur le bassin RM

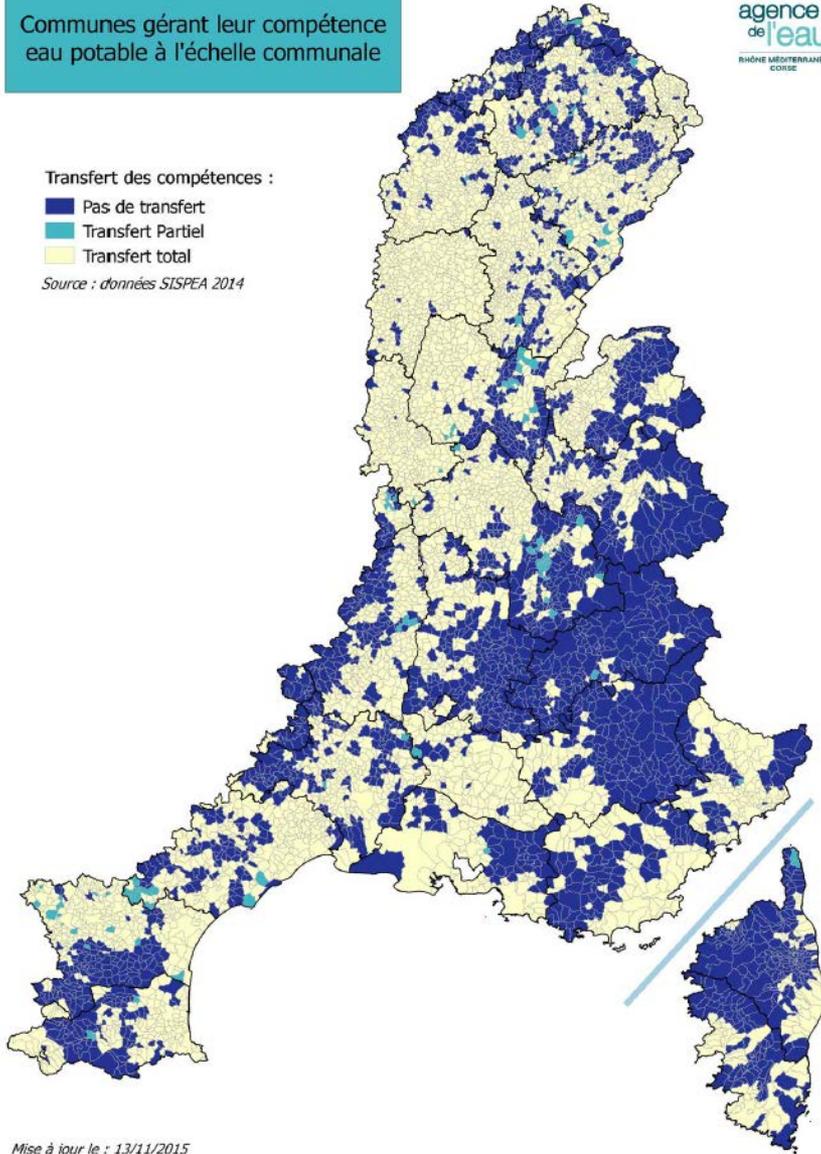
⇒ nombre de service important (10 000 SPEA) .

Communes gérant leur compétence  
eau potable à l'échelle communale

Transfert des compétences :

- Pas de transfert
- Transfert Partiel
- Transfert total

Source : données SISPEA 2014



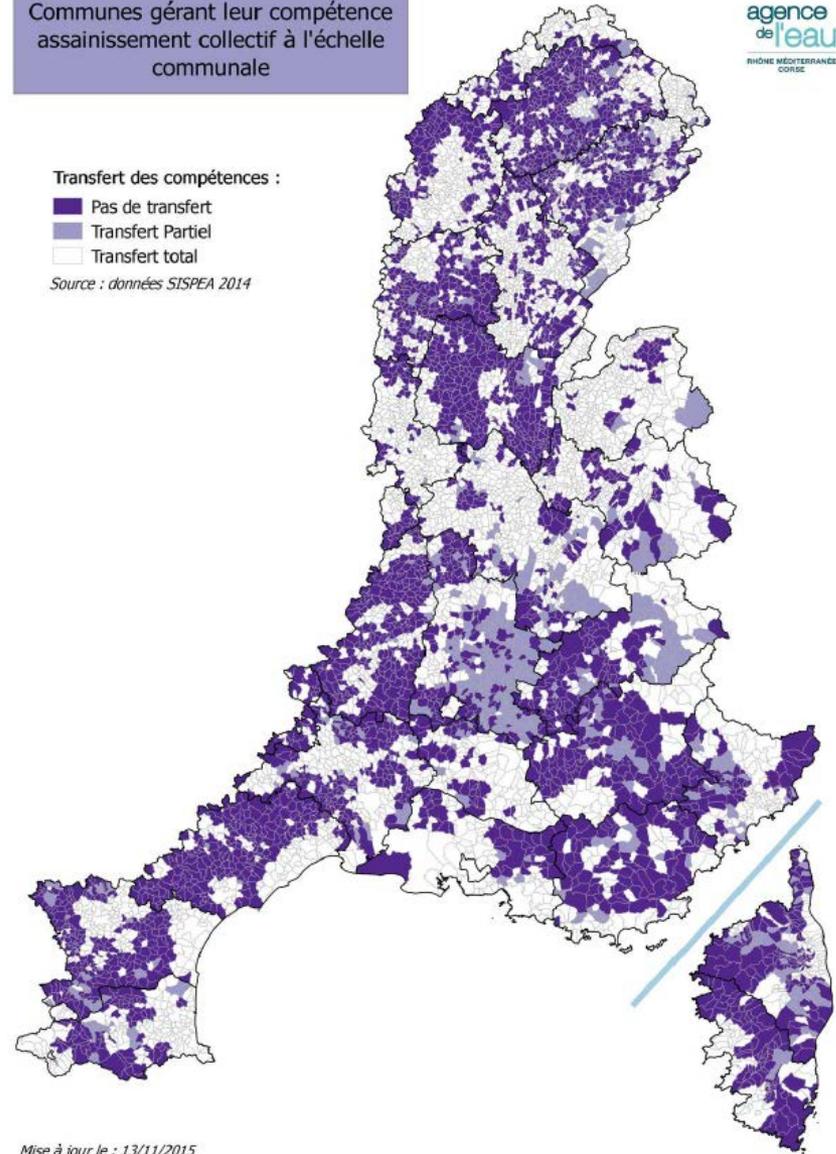
Mise à jour le : 13/11/2015

Communes gérant leur compétence  
assainissement collectif à l'échelle  
communale

Transfert des compétences :

- Pas de transfert
- Transfert Partiel
- Transfert total

Source : données SISPEA 2014



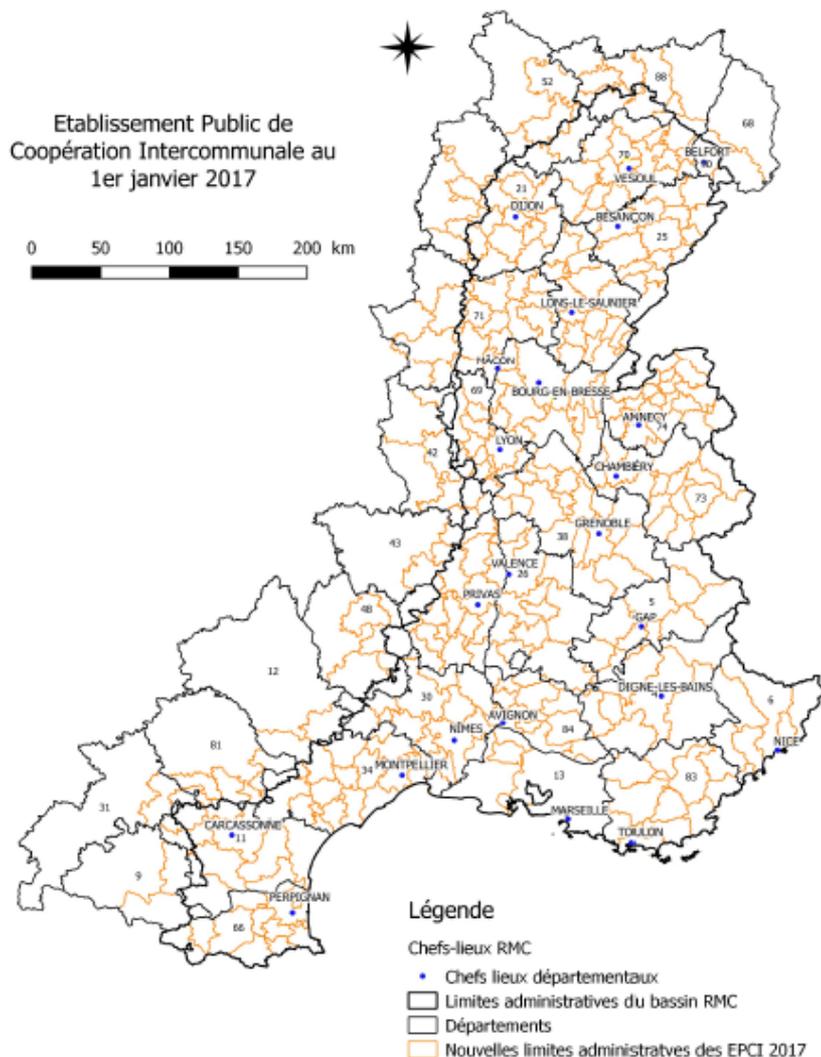
Mise à jour le : 13/11/2015

# Diminuer le nombre de SPEA pour clarifier la gouvernance

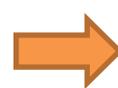
## Modalités de la loi NOTRe :

- L'autorité organisatrice des compétences eau et assainissement = EPCI FP
- Des EPCI FP de tailles plus importantes (15 000 habitants)
- Suppression des « petits » syndicats (périmètre concernant moins de 3 EPCI FP)
- Une échelle de temps courte, transfert obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2020, c'est demain.

## Diminuer le nombre de SPEA pour clarifier la gouvernance – conséquence sur le bassin

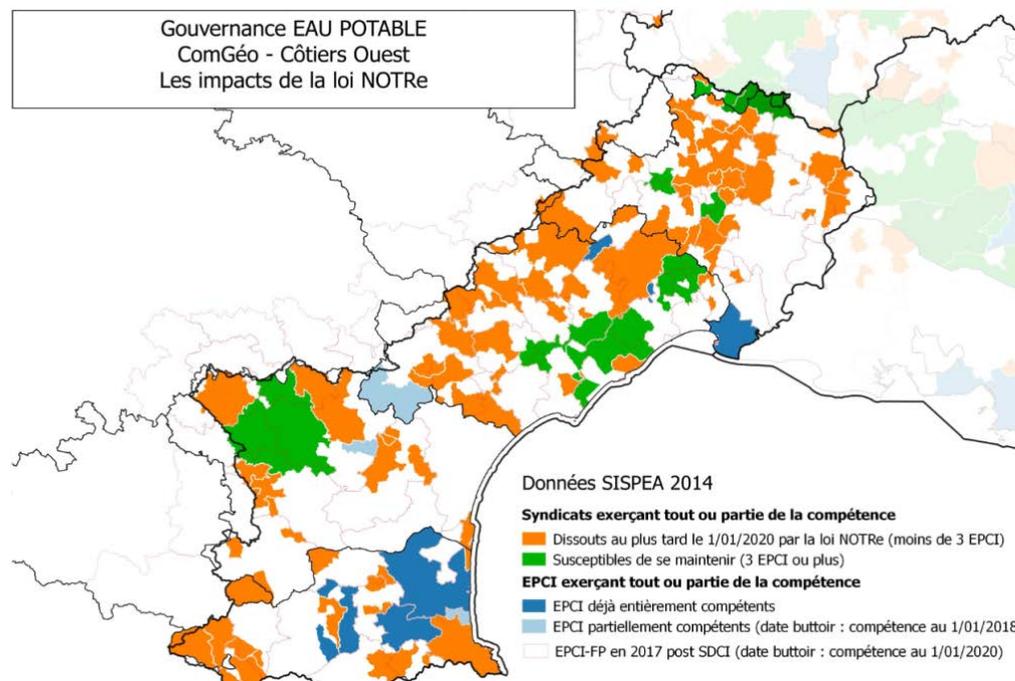


- Une réduction du nombre d'EPCI FP de **28 %** (369 EPCI FP au 1<sup>er</sup> janvier 2017)
- Une réduction du nombre de syndicat de **83 %** (129 syndicats susceptibles de se maintenir au 1<sup>er</sup> janvier 2020)

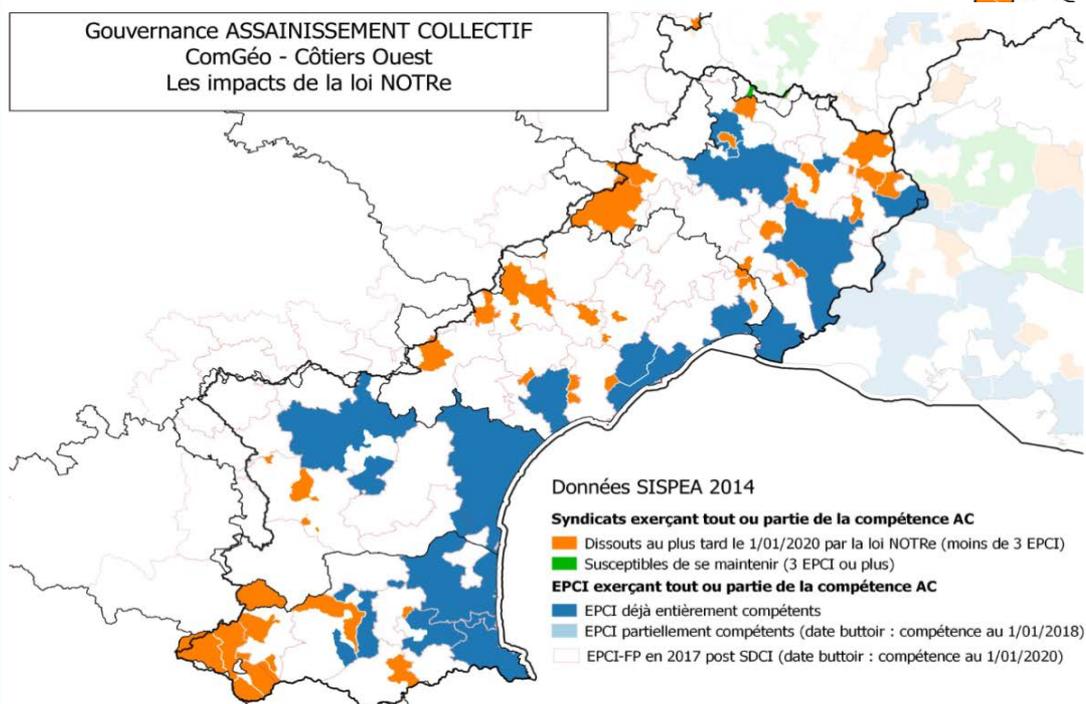


**De nombreux transferts de compétence à organiser, à anticiper**

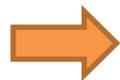
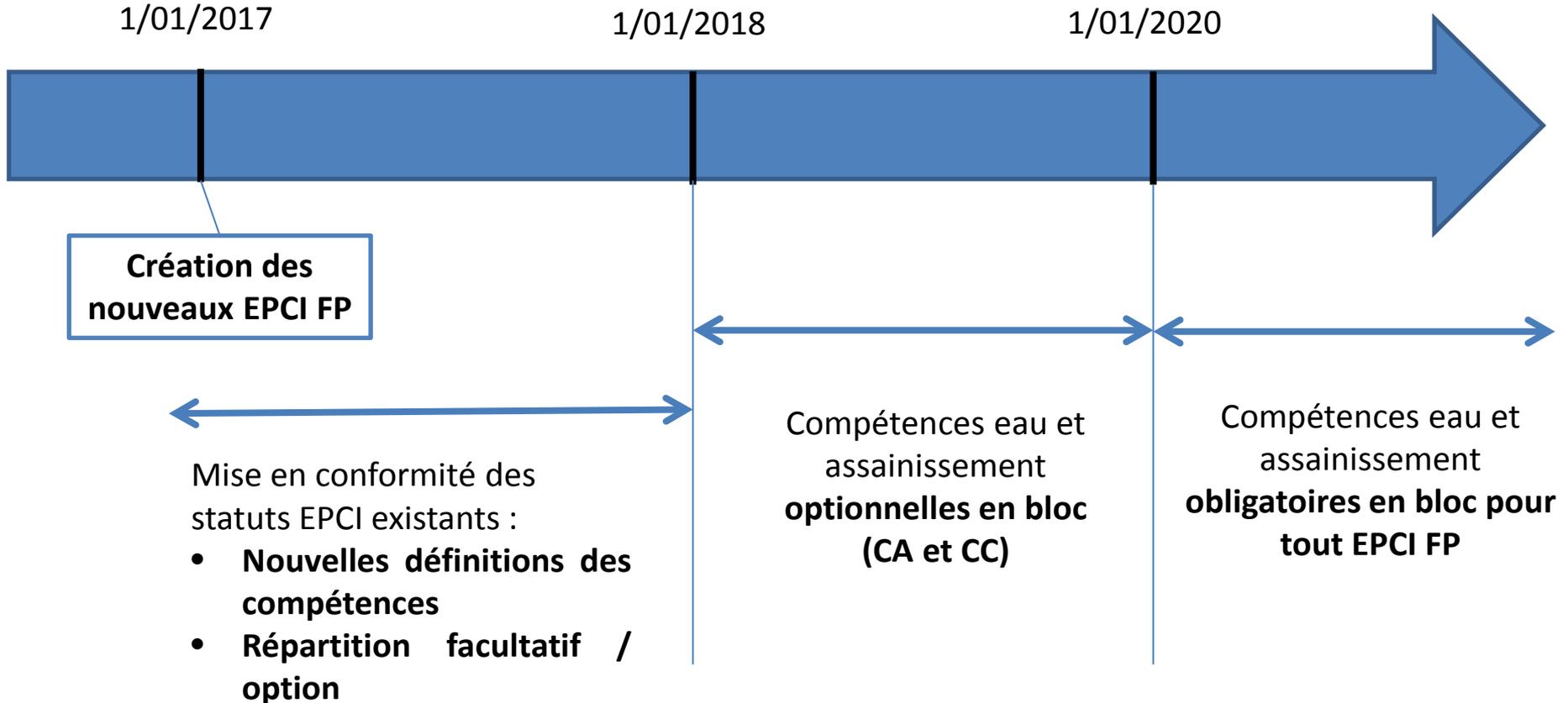
**Gouvernance EAU POTABLE**  
 ComGéo - Côtiers Ouest  
 Les impacts de la loi NOTRe



**Gouvernance ASSAINISSEMENT COLLECTIF**  
 ComGéo - Côtiers Ouest  
 Les impacts de la loi NOTRe



# Calendrier de mise en œuvre



**Des échéances qui sont proches et à anticiper**

# Ce que dit le SDAGE 2016-2021

## Une définition incluse dans le SDAGE 2016-2021 : Gérer durablement ses services c'est :

- Un service **conforme** aux obligations sanitaires et environnementales
- Un service qui satisfait les **attentes sociales et économiques** des usagers
- Un service **pérenne** dans le temps

 Une **nouveauté du SDAGE 2016-2021** avec une disposition qui est introduite : « 3-08 Assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement »

# Accompagnement des transferts de compétence



## Un appel à projets 2016-2018 lancé par l'agence :

- Objectif : accélérer la prise de compétence des EPCI
- Accompagnement des études nécessaires aux transferts de compétence (structuration du futur service, inventaire du patrimoine, plan de programmation pluriannuel, tarification)
- Des taux d'aide **jusqu'à 80%** (jusqu'au 30 juin 2017 – puis 70% )

## Des outils techniques :

- Un guide pour la rédaction :
  - des CCTP des études préalables au transfert, schémas directeur
  - Des fiches de poste spécifiques à la préparation du transfert.

# Améliorer la gestion financière et technique des SPEA

## État des lieux : un patrimoine considérable mais qui se dégrade

<i>Source étude EY 2012</i>	<b>AEP</b>	<b>AC</b>
Linéaire réseaux	170 000 km	105 000 km
<b>Estimation de la valeur à neuf du patrimoine</b>	<b>32-35 milliards €</b> (UPEP + réservoirs + réseaux + branchements)	<b>44-60 milliards €</b> (branchements + réseaux + STEP)

- ➔ un enjeu important = **le renouvellement** des ouvrages (petites stations + réseaux)
- ➔ Nécessité d'établir une planification judicieuse de la gestion patrimoniale

# Améliorer la gestion financière et technique des SPEA

## État des lieux : une gestion des services peu durable

- Des **pratiques de renouvellement encore insuffisantes** :
  - 51 % des services ne connaissent pas le taux de renouvellement réseaux
  - Taux de renouvellement faible (0,7 % en moyenne  $\Rightarrow$  140 ans)
  - 17 % avec un taux nul
- Un **manque d'anticipation et de planification du renouvellement** des ouvrages. Pas de lien entre renouvellement et les documents de planification (schémas directeurs ou PPI)
- Une **pratique de l'amortissement très perfectible** (1/4 des services amortissent selon les bonnes pratiques)

 **Une promotion d'une gestion durable des services à organiser**

# La gestion durable des services :

## GOUVERNANCE

- **Connaissance approfondie** du patrimoine (caractéristiques, état et fonctionnement) : plans à jour, descriptif détaillé, diagnostics techniques, autosurveillance, historique casses et interventions
- **Constitution / gestion bases de données** : intégration des données dans un SIG (applications métier)

Mises à jour

**CONNAÎTRE et SUIVRE son patrimoine**

- Définition et **priorisation les besoins** de renouvellement : outils d'aide à la décision (logiciels d'analyses multicritères...)
- Détermination des **objectifs de performance et de qualité** du service : fixer les choix et les priorités de la collectivité

**EVALUER les besoins de renouvellement**

**TARIFICATION**  
Recouvrement des coûts du service

- Contrôles réception des réseaux
- Charte Qualité réseaux
- Plan de récolement
- Amortissement budgétaire des immobilisations acquises

**REALISER les travaux**

- Définition d'un plan pluriannuel de renouvellement : programme d'actions/ de travaux et d'investissements

**PROGRAMMER le renouvellement**

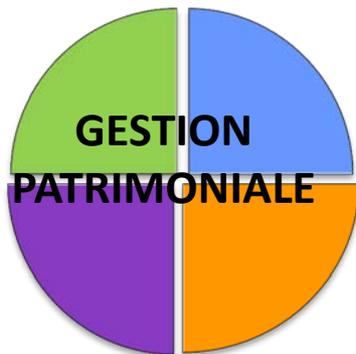
# Accompagnement et promotion de la gestion durable des services

## GOVERNANCE

- Des aides bonifiées préférentiellement aux EPCI

**TARIFICATION**  
Recouvrement des  
coûts du service

- Conditionnalité pour les aides aux travaux AEP et assainissement à un **prix minimum pour le service**

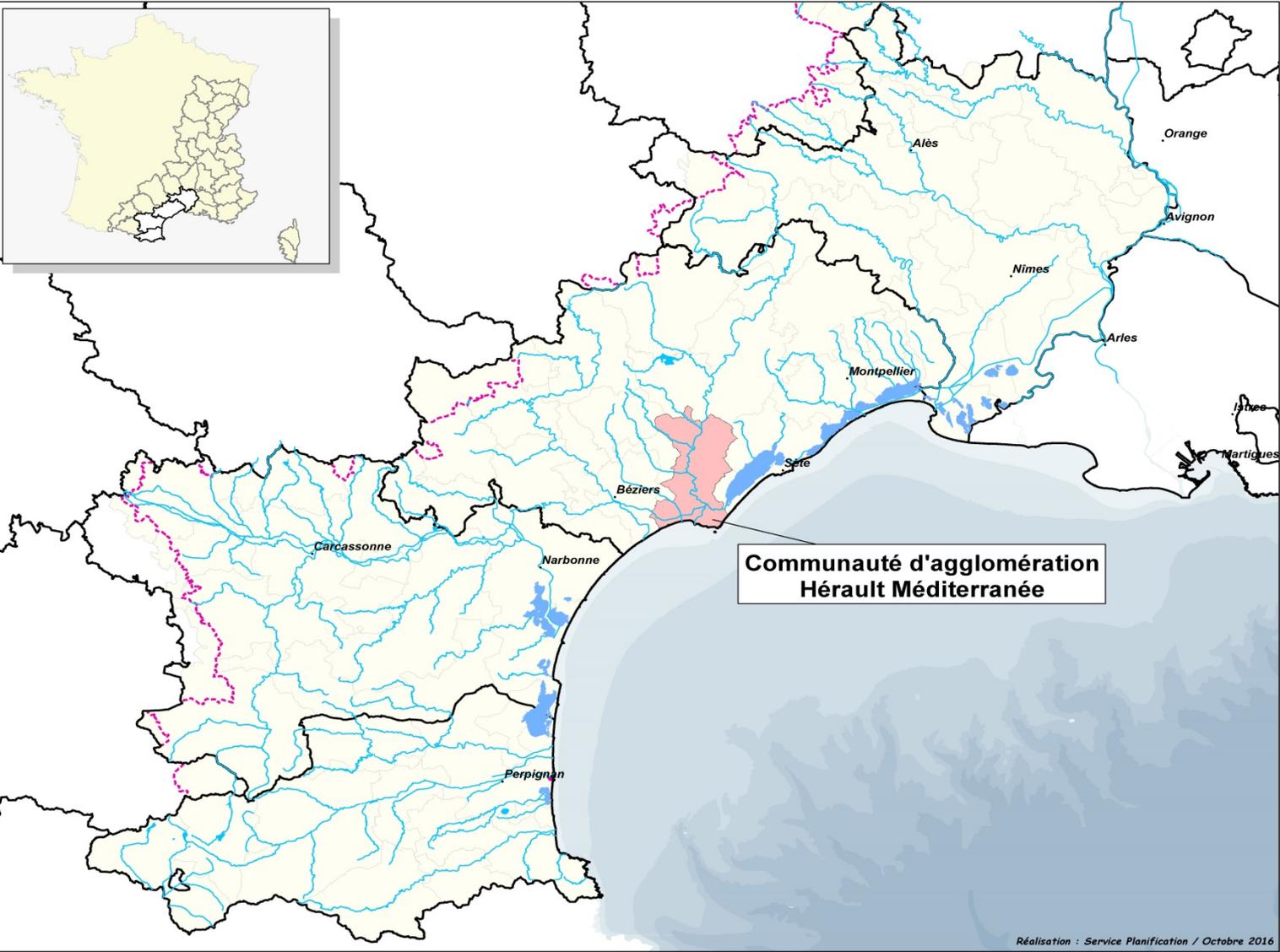
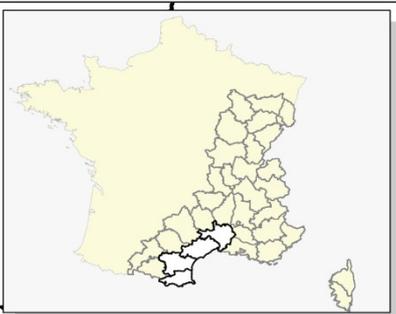


- Financement des **études + outils** : tarification, structuration des services, inventaires, SIG
- Conditionnalité au remplissage SISPEA
- Mise en œuvre du **doublément de la redevance** prélèvement
- Conditionnalité pour les aides aux travaux au **respect des chartes réseaux**

# Témoignage

**Gilles D'ETTORE**

**Président de la Communauté  
d'Agglomération Hérault Méditerranée  
Maire de la ville d'AGDE**



**Communauté d'agglomération  
Hérault Méditerranée**

**Légende**

**EPCI FISCALITE PROPRE :**

- CA Hérault Méditerranée
- Autres

**HYDROGRAPHIE :**

- Réseau hydrographique principal
- Réseau hydrographique secondaire
- Limite hydrographique du bassin RMC
- Plans d'eau et Lagunes

**Gardons :**

- Libellé de bassin Versant
- Limite bassin versant

**ADMINISTRATIE :**

- Villes principales
- Limite départementale

0 10 20 km  
Echelle : 1 / 450 000 ème

**Source de données**

Données : AERMC

- Référentiels sous bassins versants,
- Masses d'eau rivières, plans d'eau, de transition,
- Données EPCI AERMC



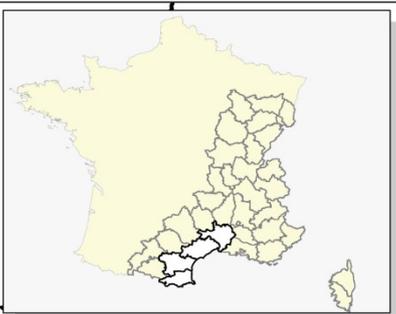
# Enjeux de la restauration des cours d'eau et mise en perspective avec l'organisation de l'exercice de la compétence « Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » (GEMAPI)

**Krystell ASTIER-COHU**  
**Adjointe Chef de Service**  
**Délégation de Bassin Rhône-Méditerranée**  
**DREAL Auvergne-Rhône-Alpes**

# Témoignage

**Jean-Noël BADENAS**

**Président Syndicat Mixte des Vallées de l'ORB et du  
LIBRON**



**BASSIN VERSANT  
DE L'ORB**



**Légende**

**BASSINS VERSANTS :**

- ORB
- Autres

**HYDROGRAPHIE :**

- Réseau hydrographique principal
- Réseau hydrographique secondaire
- Limite hydrographique du bassin RMC
- Plans d'eau et Lagunes

**Gardons :**

- Libellé de bassin Versant
- Limite bassin versant

**ADMINISTRATIVE :**

- Villes principales
- Limite départementale

0 10 20  
Kms

Echelle : 1 / 450 000 ème

**Source de données**

Données : AERMC

- Référentiels sous bassins versants,
- Masses d'eau rivières, plans d'eau, de transition,



# Conclusions

**Zoé MAHE**

**DREAL Languedoc Roussillon Midi Pyrénées**